

MAINTENIR L'IMPUNITÉ D'ISRAËL: COMPLICITÉ DE CRIME

LE 13 AVRIL 2010 A PARIS

NON A PERES ET A UNE PROMENADE BEN GOURION !

Le dernier épisode des relations entre les USA et Israël est une pantalonnade tragique. Nétanyahou choisit la visite de Joe Biden pour annoncer une (petite) partie des projets d'annexion de Jérusalem-Est, et, dans un second temps, fait mine de s'excuser du moment choisi pour mieux maintenir la décision. Joe Biden, qui semble avoir comme unique objectif de convaincre Israël de ne pas attaquer l'Iran, se déclare satisfait des excuses pour la faute de goût commise.

La Présidence d'Obama voudrait humilier Mahmoud Abbas et pousser à la désespérance ceux qui avaient cru un temps que le discours du Caire signifiait un tournant réel de la politique étatsunienne qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. D'autant que pendant ce temps Gaza vit toujours un blocus assassin. La transparente responsable de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères ébahie par cette décision du gouvernement israélien, n'envisage pas pour autant de proposer au Conseil Européen de se respecter lui-même et de suspendre l'accord d'association avec Israël.

En France, l'hypothèse Kouchner d'une proclamation de l'Etat palestinien sans indication de limites n'a aucun sens: comme l'a dit un éditorialiste, il invente l' "*Etat sans frontières*".

Aujourd'hui, la décence impose d'engager de véritables sanctions contre l'intransigeance israélienne, contre les responsables des crimes de guerre, d'exiger des entreprises françaises et européennes qu'elles se retirent des investissements en Israël sous peine de retrait des commandes publiques (ce que nous demandons au travers de la campagne Boycott Désinvestissement, Sanctions).

C'est ce moment précis que choisit la municipalité Delanoë pour annoncer l'inauguration d'une promenade Ben Gourion à Paris avec Pérès comme invité d'honneur! Nous voulons croire qu'elle va se rendre compte de la signification politique d'un tel projet : Pérès qui préside aujourd'hui la poursuite de l'annexion par la colonisation, invité à Paris pour rendre hommage à Ben Gourion le père fondateur de cette même politique: l'homme de la Naqba et de l'épuration ethnique de la Palestine : Voilà bien un programme digne de Paris, "Capitale des Lumières" !

L'UJFP s'adresse solennellement au Conseil de Paris pour qu'il renonce à son projet. Elle appelle toutes les organisations démocratiques à exprimer fortement cette exigence, en organisant une mobilisation importante au cas où la municipalité persisterait dans cette provocation.

Bureau national de l'UJFP le 16-03-2010

SOMMAIRE

p.1 Non à Pérès et à une promenade Ben Gourion !

p.2 Message de l'UJFP à la Marche contre Agrexco

p.3: 500 artistes québécois appellent au boycott

p.4-5 Une paix juste passe par le rejet de tous les racismes

p.6 Jean Ferrat l'universaliste

p.7-8 L'anti-racisme et la paix : en finir avec le CRIF

p.8 Livre: *Les Arabes et la shoah*

UJFP action

Actualités du BDS

Message de l'UJFP à la Marche contre Agrexco

lu par Jean-Guy Greilsamer, à Sète le 6 mars 2010

« J'interviens au nom de l'UJFP, qui est affiliée au Réseau des Juifs Européens pour une Paix Juste. Notre bureau national, qui se réunit aujourd'hui à Paris et dont je suis membre, m'a délégué pour vous lire ce message de solidarité contre Agrexco.

Des adhérents UJFP de plusieurs régions sont venus aujourd'hui.

Agrexco, Carmel et Jaffa sont à Israël ce que les oranges Outspan étaient à l'Afrique du Sud de l'apartheid ! Agrexco est un symbole de la colonisation de la Cisjordanie, du vol des terres et de l'eau de Palestine : c'est pourquoi cette société d'escrocs ne doit s'implanter ni ici ni ailleurs. Sète transformée en plateforme d'écoulement dans toute l'Europe des fruits et légumes des colonies, c'est la poursuite de l'impunité que Frêche et Sarkozy accordent à Israël, c'est la poursuite des accords préférentiels entre Israël et l'Europe.

En tant qu'association juive attachée à la justice, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à la solidarité internationale, c'est tout naturellement que soutenons le peuple palestinien pour ses droits, contre la colonisation, l'apartheid, l'épuration ethnique, le blocus de Gaza, et pour le droit au retour des réfugiés et l'égalité complète des droits pour les Palestiniens d'Israël.

La politique de fuite en avant d'Israël est criminelle et suicidaire. Criminelle : le rapport Goldstone ne doit pas être enterré, les responsables de crimes de guerre, voir de crimes contre l'humanité, doivent être traduits devant la cour pénale internationale. Suicidaire : la politique ethnocratique d'Israël et sa prétention à représenter les Juifs du monde entier, mine toute possibilité de vie pacifique d'une population juive au Proche-Orient et ne peut que provoquer un développement de l'antisémitisme dans le monde.

L'impunité persistante dont jouit l'Etat d'Israël, son constant chantage à l'antisémitisme, nécessitent de développer la Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) sous toutes ses formes : sanctions juridiques, boycott économique, académique, culturel, sportif.

L'Etat français, aiguillonné par le Conseil soi-disant Représentatif des Institutions Juives de France, le CRIF, qui n'est qu'une courroie de transmission de la politique d'Israël et ne représente qu'une minorité de Juifs, cherche à criminaliser le mouvement BDS. Fillon et Alliot-Marie ont même inventé que nous appellerions à boycotter les produits casher. Sakina Arnaud a été condamnée pour incitation à la soi-disant haine « raciale, nationale et religieuse » : mobilisons-nous massivement pour soutenir son recours contre ce jugement !

Quelles que soient les difficultés, le mouvement BDS progresse et a commencé à remporter des victoires. Il progresse même en Israël.

Le peuple palestinien résiste. Nous n'accepterons jamais qu'il continue d'être persécuté au nom du judaïsme ou de toute autre cause. Nous serons toujours à ses côtés dans sa lutte pour ses droits, parce qu'il en va de sa survie et de la paix dans toute la région, parce que sa cause est universelle, parce qu'ici-même nous voulons vivre ensemble dans l'égalité et la justice quelles que soient nos origines. »

Plus d'info sur le site de la coalition: www.coalition.contreagrexco.com

Plus de textes, plus d'info

[Sur www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

UJFP expression

500 artistes québécois appellent au boycott des produits israéliens

Des artistes montréalais lancent un appel pour appuyer la campagne internationale de boycottage, de désinvestissement et de sanctions contre l'apartheid israélien.

Aujourd'hui, un vaste éventail d'artistes se mobilise pour appuyer la campagne internationale de plus en plus large, appelant au boycottage, au désinvestissement et à des sanctions contre l'État d'Israël : la campagne BDS. L'hiver dernier, Israël lança un assaut militaire violent contre le peuple palestinien de la bande de Gaza avec un bilan de 1400 morts dont 300 enfants. Malgré la fin officielle des opérations militaires, le blocus de Gaza persiste à ce jour.

Il y a plus de 60 ans commença la Nakba (catastrophe en arabe) des Palestiniens, forçant des centaines de milliers d'entre eux à s'exiler de la Palestine historique lors de la création d'Israël en 1948. Aujourd'hui, des artistes montréalais affirment leur solidarité avec le combat pour la justice et la liberté du peuple palestinien.

Ces artistes se joignent à la campagne BDS pour protester concrètement contre le déni constant par Israël des droits inaliénables des réfugiés palestiniens de regagner leurs maisons et leurs terres, comme le stipule le droit international, et contre l'occupation et la colonisation qu'impose Israël à la Cisjordanie (Jérusalem compris) et à Gaza, violant aussi le droit international et passant outre de multiples résolutions des Nations Unies.

Les Palestiniens subissent un système institutionnalisé de racisme et de ségrégation qui ressemble à l'apartheid sud-africain d'autrefois. Un réseau routier réservé aux Israéliens, des clôtures électrifiées, et plus de 500 checkpoints et barrages privent les Palestiniens de toute liberté de mouvement. Le mur d'apartheid israélien, que la Cour Internationale de Justice a condamné en 2004, serpente à travers les terres palestiniennes, annexant toujours plus de territoires et isolant des collectivités palestiniennes avec ses barbelés électrifiés atteignant huit mètres de haut.

Gaza est assiégée. Israël continue d'imposer une punition collective aux 1,5 million de Palestiniens de Gaza, soumis à une pénurie chronique d'électricité, de carburant, de nourriture et d'autres produits de base, tout en poursuivant sa campagne de violences militaires. Des représentants de l'ONU ont rapporté que « la situation s'est détériorée, il s'agit maintenant d'une véritable situation d'urgence, où les Palestiniens sont privés de produits et de soins vitaux ». Israël a transformé Gaza en une gigantesque prison.

Le mouvement mondial contre l'apartheid israélien, appuyé par une large majorité de la société civile palestinienne, ne vise pas le peuple d'Israël mais bien les institutions israéliennes qui sont garantes et complices de ce système complexe d'oppression du peuple palestinien.

En fait, la campagne BDS, lancée en 2005 par plus de 170 organismes palestiniens, s'adresse explicitement aux Israéliens de conscience en les pressant de se joindre à l'initiative internationale afin d'obliger l'État d'Israël à respecter le droit international et les droits fondamentaux de la personne, prémisses essentielles à une justice fondée sur la paix dans cette région du monde. Cet appel s'inscrit dans le cadre d'un engagement actif avec un grand nombre d'artistes israéliens progressistes qui luttent quotidiennement pour la paix et la justice et appuient la campagne internationale contre l'apartheid israélien.

Durant la première et deuxième Intifadas, Israël a envahi, saccagé, et même fermé des cinémas, des théâtres et des centres culturels dans les territoires occupés, tentant délibérément d'étouffer les voix palestiniennes ; mais rien n'y fera. Et partout dans le monde, l'appel à la campagne BDS contre le gouvernement israélien se fait de plus en plus entendre. Cet appel est profondément ancré dans le mouvement historique de solidarité internationale comme ce fut le cas pour la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

En accord avec la déclaration de Nelson Mandela selon laquelle « Notre liberté [en Afrique du Sud] est incomplète sans celle des Palestiniens », nous croyons que la solidarité internationale peut jouer un rôle crucial dans la libération des Palestiniens du colonialisme et de l'apartheid qu'ils subissent. Cette lutte continuera jusqu'à ce que les Palestiniens se voient accorder leurs droits fondamentaux, y compris le droit au retour pour tous les réfugiés vivant en diaspora.

Aujourd'hui, des artistes montréalais d'horizons divers, cinéastes, musiciens, danseurs, poètes, auteurs et peintres, se joignent au mouvement international contre l'apartheid. Dans les rues, dans les salles de concert, en mots et en chansons, les artistes s'engagent à lutter contre l'apartheid et à inciter d'autres artistes et producteurs culturels à travers le pays et autour du monde à se joindre à ce mouvement international.

Montréal, le 25 février 2010

Retrouvez ce texte et la liste des signataires sur <http://www.alternatives.ca>

UJFP réflexion

Israël-Palestine : une paix juste passe par le rejet de tous les racismes

Dans un conflit opposant deux communautés nationales, comme c'est le cas entre les Juifs israéliens et les Palestiniens, les préjugés de type raciste sont forcément présents. De part et d'autre. Il faut être de mauvaise foi pour prétendre qu'une des parties en présence en serait totalement indemne. Car dans un climat de violence omniprésente où les passions sont forcément exacerbées, la tentation est forte d'angéliser « les nôtres » et de diaboliser « les autres ». Et ne sont pas seulement en cause les protagonistes directs que sont les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens mais aussi ceux qui s'engagent sur cette question, quel que soit leur « camp ». La recherche d'une paix juste, la seule qui puisse durer, passe pourtant par la mise hors-la-loi du racisme. C'est pourquoi les partisans d'une telle paix doivent lutter résolument contre cette « maladie honteuse », non seulement chez les autres, mais aussi, et c'est sans doute plus difficile, contre le risque d'en être eux-mêmes « contaminés ».

La confusion entre juifs, Israéliens et sioniste

Certains défenseurs des droits des Palestiniens tombent à pieds joints dans le piège que leur tendent les propagandistes sionistes : ils pensent que tous les juifs soutiennent inconditionnellement la politique de l'Etat israélien voire même que tous les juifs sont titulaires d'une double nationalité, celle du pays où ils vivent et l'israélienne. Ce préjugé est non seulement contraire à la vérité mais de plus empreint de racisme puisqu'il revient à considérer que, toutes les personnes considérées comme appartenant à un même groupe ethnique ou religieux, pensent automatiquement la même chose. Il fait de plus beaucoup de tort à la cause d'une paix juste au Proche-Orient car il renforce une représentation ethnico-religieuse du conflit, dans lequel on ne prend pas parti pour ce qui est juste mais pour un « camp » compris comme un des deux peuples en conflit.

Le mythe du « lobby juif »

Aux Etats-Unis, où les groupes de pressions (lobbies) ont plus qu'en Europe pignon sur rue, les sionistes utilisent eux-mêmes l'expression « lobby juif » pour désigner l'ensemble des puissantes organisations qui consacrent tous leurs efforts à amener les autorités politiques américaines à soutenir politiquement, économiquement et militairement les gouvernements israéliens quels que soient leurs choix politiques. En Europe cette expression est moins entrée dans les mœurs, ce qui n'empêche pas des lobbys pro-israéliens d'exister au grand jour, tel par exemple « European Friends of Israël », groupe de pression défendant les positions gouvernementales israéliennes au sein du Parlement européen. Je pense personnellement que les partisans d'une paix juste au Proche-Orient doivent bannir de leur vocabulaire l'expression « lobby juif » et la remplacer par « lobby pro-israélien » ou « lobby sioniste ». D'abord parce que l'expression « lobby juif » donne à penser que n'agissent au sein de ces lobbys que des personnes juives, ce qui est parfaitement faux. Aux Etats-Unis par exemple, parmi ceux qui ont le plus de poids dans le lobby pro-israélien, on trouve un grand nombre de chrétiens fondamentalistes qui soutiennent sans réserve l'Etat d'Israël pour des raisons religieuses : ils sont convaincus que ce qu'ils appellent la « renaissance du Royaume d'Israël » prépare le retour de Jésus sur terre comme Christ triomphant du mal. Selon eux, cet événement provoquera la conversion des juifs qui reconnaîtront enfin la nature divine de Jésus. En Europe aussi on trouve de nombreux activistes non juifs dans les groupes de pression constituant le lobby pro-israélien. Il en est de même du « Congrès sioniste mondial » (fondé en 1897) qui ne regroupe pas que des juifs et ne représente pas, loin de là, tous les juifs du monde. L'utilisation du terme « lobby juif » pour parler de ces groupes de pressions soutenant la politique du gouvernement israélien contribue également à renforcer l'image d'un conflit ethnique dans lequel chacun doit choisir entre le « camp juif » et le « camp palestinien » ou le « camp arabe ». (...)

La tentation du négationnisme

Le livre de Roger Garaudy *Les mythes fondateurs de la politique israélienne* a connu un incontestable succès auprès d'un certain nombre de militants de la cause palestinienne. Dans un chapitre intitulé « Le mythe de l'holocauste », l'auteur défend la thèse selon laquelle les nazis n'ont pas organisé de génocide des juifs. Les chambres à gaz homicide n'auraient pas existé. Les victimes juives des nazis, beaucoup moins nombreuses que les chiffres admis par la plupart des historiens, condamnées aux travaux forcés dans les camps de concentration, seraient uniquement mortes d'épuisement, de sous-alimentation ou du fait de maladies contagieuses. Garaudy insinue que le génocide serait une invention servant à la fois les intérêts de Staline « pour gommer ses répressions sauvages », des « colonialistes occidentaux » pour « faire oublier leurs propres crimes », des Anglo-américains, pour faire oublier les terribles bombardements de l'Allemagne et du Japon (utilisation de bombes atomiques) à la fin de la guerre et des sionistes, pour légitimer leur politique.

Pourtant contredite par d'innombrables travaux d'historiens s'appuyant sur des milliers de témoignages de victimes, de bourreaux et de témoins fortuits ainsi que sur de très nombreux documents, cette thèse séduit un nombre non négligeable de sympathisants de la cause palestinienne, prêts à croire à la théorie du complot. Souvent de bonne foi, ils adoptent le raisonnement simpliste suivant, directement inspirés des auteurs et propagandistes des thèses négationnistes : les sionistes

UJFP réflexion

utilisent le judéocide pour justifier leur politique criminelle, c'est donc qu'ils l'ont inventé (ou exagéré) pour ce faire. J'en soupçonne quelques autres d'avoir moins de scrupules et d'adopter l'attitude suivante : puisque ce génocide sert les sionistes, nions-le !

Voici ce qu'en pensait Edward Saïd, intellectuel palestinien exilé aux Etats-Unis où il était devenu professeur d'Université tout en restant un militant infatigable de la cause de son peuple . Il adressait ce qui suit aux intellectuels arabes :

« La thèse selon laquelle l'Holocauste ne serait qu'une fabrication des sionistes circule ici et là de manière inacceptable. Pourquoi attendons-nous du monde entier qu'il prenne conscience de nos souffrances si nous ne sommes pas en mesure de prendre conscience de celles des autres, quand bien même il s'agit de nos oppresseurs ? Pourquoi, si nous nous révélons incapables de traiter avec les faits dès lors qu'ils dérangent la vision simpliste d'intellectuels bien-pensants qui refusent de voir le lien qui existe entre l'Holocauste et Israël ? Dire que nous devons avoir conscience de la réalité de l'Holocauste ne signifie aucunement que nous acceptons l'idée que l'Holocauste innocente le sionisme du mal fait aux Palestiniens. Au contraire, reconnaître l'histoire de l'Holocauste et la folie du génocide contre le peuple juif nous rend crédibles pour ce qui est de notre propre histoire. Cela nous permet de demander aux Israéliens et aux Juifs de faire le lien entre l'Holocauste et les injustices sionistes imposées aux Palestiniens. Abonder dans le sens de Roger Garaudy et de ses amis négationnistes au nom de la liberté d'expression est une ruse imbécile qui ne fait que nous discréditer davantage aux yeux du monde. C'est une preuve de méconnaissance fondamentale de l'histoire, un signe d'incompétence et d'échec à mener une bataille digne. »

Une paix juste est incompatible avec la négation de la vérité historique.(...)

Qui sont les vrais « amis d'Israël » ?

Dans l'expression « ami d'Israël », le mot « Israël » peut recouvrir trois significations : l'Etat d'Israël, l'ensemble des juifs israéliens ou l'ensemble des juifs. Pour les sionistes, ces notions sont indissociables : on ne peut être l'ami des juifs sans être l'ami des juifs israéliens et de l'« Etat des Juifs ». Ceci permet de comprendre pourquoi ceux qui critiquent l'Etat d'Israël sont le plus souvent considérés par les sionistes comme les ennemis du peuple juif israélien et les ennemis des juifs en général.

Mais l'Etat d'Israël est-il vraiment l'« ami des juifs » ? Les choix politiques des dirigeants de cet Etat assurent-ils durablement la sécurité matérielle et physique à l'ensemble des Juifs israéliens ?

Il est un fait indéniable, conséquence inévitable de la manière dont ses dirigeants traitent les Palestiniens, qu'Israël est l'Etat du monde où les juifs vivent le moins en sécurité. De plus en plus de Juifs israéliens s'installent à l'étranger non seulement parce que leur sécurité physique y est mieux assurée - et ceci sans qu'ils soient astreints à de lourdes obligations militaires - mais aussi dans l'espoir d'une situation meilleure sur le plan économique.

Les partisans d'une paix juste au Proche-Orient ne sont pas les ennemis du peuple juif israélien. Ils ne considèrent pas que le bonheur des Palestiniens signifie le malheur pour les Israéliens. Bien sûr, pour obtenir une paix durable, les Israéliens devront arrêter d'opprimer et d'exploiter les Palestiniens, reconnaître et réparer, autant que faire se peut, les torts énormes que les choix politiques de leurs dirigeants ont causés à leurs voisins palestiniens. Mais au bout du compte, quand l'« Etat des Juifs » où règne la loi du plus fort aura fait place à une (ou deux) démocratie(s) digne(s) de ce nom (celle qui assure à chacun des droits et libertés individuels, qui met le racisme hors-la-loi et qui protège ses minorités), tous les habitants de la région bénéficieront d'une vie bien meilleure.

Cependant, pour en arriver là, vu l'impasse criminelle dans laquelle se fourvoient depuis si longtemps les Israéliens en se choisissant des dirigeants toujours plus intransigeants avec les Palestiniens, les partisans d'une paix juste en Palestine-Israël devront continuer à agir pour que des pressions efficaces contraignent les dirigeants israéliens à mettre fin à leur politique illégale, injuste et cruelle à l'égard des Palestiniens. Seule l'opposition résolue du monde extérieur aux agissements contraires au droit international et aux résolutions de l'O.N.U. pourra à la fois contraindre l'Etat d'Israël à changer radicalement d'attitude et enfin ouvrir les yeux des Israéliens sur les crimes qu'ils laissent commettre en leur nom.

Mais les partisans d'une paix juste entre Israéliens et Palestiniens seront d'autant plus entendus et donc efficaces dans leurs actions s'ils combattent résolument les positions revanchardes aux relents racistes de certains soi-disant « amis du peuple palestinien ».

Michel Staszewski (UPJB: Union des progressistes juifs de Belgique)

Février 2010

Texte intégral à lire sur <http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=684>

UJFP expression

Jean Ferrat l'universaliste

Nous reproduisons ici une lettre de Jean Ferrat en réponse à une calomnie d'un communautarisme exacerbé exprimé dans une revue en 2005.

Nouvelles d'Arménie magazine (janvier 2005), extrait de l'interview de Meir Weintrater, rédacteur en chef de la revue *L'Arche* :

« (...) Je vais vous donner un exemple qui m'a frappé. La chanson « Nuit et brouillard », décrit les victimes des gens qui sont dans des « wagons plombés » et dit : « *Ils s'appelaient Jean-Pierre, Natacha ou Samuel, Certains priaient Jésus, Jéhovah ou Vishnou. D'autres ne priaient pas mais qu'importe le ciel. Ils voulaient simplement ne plus vivre à genoux* ».

Les deux derniers vers évoquent les résistants, essentiellement les résistants communistes, puisque c'était la mouvance à laquelle appartenait Jean Ferrat. Dans les deux premiers vers, Natacha fait référence à l'Union Soviétique, Jean-Pierre, on comprend aussi. Le seul moment où l'identité juive apparaît est dans Samuel et Jéhovah. Quant à Vishnou, on suppose que c'était pour faire la rime. Aujourd'hui, un tel texte serait attaqué pour négationnisme implicite. Pourtant, je me souviens que j'étais à l'époque très content de cette chanson et ma génération l'a accueillie avec soulagement. On avait le sentiment que l'on reconnaissait quelque chose implicitement même si cela restait très marginal.

NAM : Que faut-il en déduire ?

M.W : Que Jean Ferrat lui-même, en tant que Français communiste, et bien que de père juif avait intériorisé la minoration de la persécution des Juifs, alors même que son propre père est mort en camp d'extermination (...) »

Monsieur Jean Ferrat
07530 ANTRAIGUES

Monsieur Meir WEINTRATER
Rédacteur en chef de la revue « L'Arche »

Antraigues, le 24 février 2005

Monsieur,

Je viens de prendre connaissance de votre interview publiée par « Nouvelles d'Arménie Magazine » de janvier 2005 et ne saurais rester sans réagir à vos déclarations me concernant et concernant aussi ma chanson : « Nuit et brouillard », car c'est la première fois depuis 42 ans qu'elle suscite une réaction de cette nature. C'est la première fois qu'on me reproche, en définitive, de n'avoir pas parlé uniquement de l'extermination des juifs.

Vous osez le faire. J'ai envie de dire : « Tant pis pour vous », mais je vous rappelle que justement, « Nuit et brouillard » est dédié à toutes les victimes des camps d'extermination nazis quelles que soient leurs religions et leurs origines, à tous ceux qui croyaient au ciel ou n'y croyaient pas et bien sûr, à tous ceux qui résistèrent à la barbarie et en payèrent le prix.

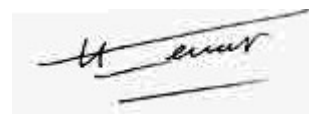
Que vous puissiez justement, faire un compte dérisoire en regrettant que : « *Le seul moment où l'identité juive apparaît est dans Samuel et Jéhovah* » me paraît particulièrement indigne. Je ne puis également accepter vos interprétations tendancieuses qui concernent les résistants que je célèbre et qui seraient, d'après vous, « *essentiellement communistes* ». Je passe sur l'évocation de « *Vishnou* » que je n'aurais utilisé que pour la rime alors qu'il symbolisait pour moi toutes les autres croyances possibles.

Si j'avais aujourd'hui à regretter quelque chose, c'est de n'avoir pas cité les autres victimes innocentes des nazis, les handicapés, les homosexuels et les Tsiganes.

Mais il est temps, à présent, d'en venir à votre affirmation finale : « *Aujourd'hui, un tel texte (vous parlez, bien entendu, de « Nuit et brouillard ») serait attaqué pour négationnisme implicite* ».

Je me demande par quelle dérive de la pensée on peut en arriver là, et si vos propos ne relèvent pas simplement de la psychiatrie.

Jean Ferrat



sources: site officiel de Jean Ferrat <http://www.jean-ferrat.com/armenie.html#>

UJFP expression

L'antiracisme et la paix : en finir avec le CRIF

Richard Prasquier, Président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) a publié dans Libération le 16 Mars dernier un article « CRIF: en finir avec les fantasmes ».

Vous trouverez ci-dessous la réponse de Richard Wagman, que Libération a refusé de publier.

Ce flot de paroles polémiques vient en réaction à un article paru le 17 février 2010 dans *Libération*, intitulé « Le CRIF, vrai lobby et faux pouvoir ». Ce papier est signé Esther Benbassa, Directeur d'études du Judaïsme moderne à l'École pratique des hautes études (La Sorbonne). Le professeur Benbassa y émet des critiques certes polémiques mais pertinentes sur le rôle actuel joué par le CRIF, institution qui a vu le jour après la Seconde guerre mondiale pour représenter les intérêts des Juifs français rescapés du génocide hitlérien. Dans sa réponse indignée, M. Prasquier rejette d'un revers de la main l'idée que l'action actuelle du Conseil qu'il préside puisse alimenter l'antisémitisme dans ce pays. Les propos de M. Prasquier révèlent une confusion à laquelle il convient de mettre fin tout de suite. Une fois de plus, il ose dire « Le CRIF – entendez les juifs ». Soyons clairs : le CRIF est certes représentatif d'un courant d'opinion politique au sein de la communauté juive française, mais sans plus. Il représente entre 15 et 20% des Juifs français si on tient compte du nombre de familles membres des associations affiliées à ce Conseil. Et encore, l'ensemble de ces citoyens juifs, se retrouve-t-il forcément dans certaines déclarations controversées du CRIF ? J'écris ces lignes en ma qualité de Président d'honneur d'une association qui regroupe des personnes qui, comme environ 80% de mes compatriotes de confession ou de culture juive, ne sont pas membres du CRIF. Si ce Conseil représente quelque chose, il ne représente pas les Juifs français dans leur ensemble, loin s'en faut. Cette dispute, en apparence judéo-judaïque, devient franco-française, engageant l'ensemble de nos concitoyens dans une réflexion plus large sur les phénomènes du communautarisme et de la représentativité.

Certains détracteurs du CRIF pourfendent le silence assourdissant de cette institution face à la politique du gouvernement français que Mme Benbassa qualifie « d'antimusulmane ». En évoquant ce thème, on pense spontanément aux controverses autour des restaurants hallal, du port du voile, de celui de la burqa ou encore le débat nauséabond sur l'identité nationale organisé par Eric Besson et Nicolas Sarkozy. À ces controverses, il faut aussi ajouter la traque des sans papiers, les rafles au faciès effectuées actuellement par la police française, les sinistres centres de rétention et la reconduite à la frontière des immigrés du Maghreb, de l'Afrique sub-saharienne ou encore des réfugiés afghans, dont la presque totalité est musulmane. Dire comme M. Prasquier que le fait d'évoquer une « politique antimusulmane » relèverait de la diffamation contre le gouvernement Fillon-Sarkozy en dit long sur les orientations politiques du CRIF. Avec la mémoire historique qui est la nôtre et en sachant de quoi la police française est capable, ensemble avec de nombreux citoyens juifs, l'UJFP (Union juive française pour la paix) a participé à plusieurs manifestations en faveur des droits des immigrés, réfugiés, travailleurs sans papiers et enfants scolarisés dont les parents sont en situation irrégulière. Le CRIF, quant à lui, a brillé par son absence lors de ces mobilisations citoyennes. Chacun peut apprécier de quel côté le CRIF penche et ce qu'il représente réellement.

Là où les critiques sont les plus percutantes est sans doute dans le domaine du conflit israélo-palestinien, à propos duquel Mme Benbassa se demande si le CRIF serait le porte-parole des Juifs français ou plutôt celui de l'État d'Israël. Dans son article indigné dans les pages de *Libération*, le Président du CRIF parle des Territoires qu'Israël occupe « illégalement », les guillemets étant ceux de Richard Prasquier. Ces guillemets sont plus parlants que le mot qu'ils entourent, car M. Prasquier n'a jamais manqué une occasion de défendre l'indéfendable en justifiant l'occupation israélienne, pourtant clairement illégale au vu du droit international. Le Mur, les colonies, les barrages militaires en Cisjordanie, le blocus contre Gaza, les incursions incessantes de l'armée d'occupation, les bombardements et les mille et une humiliations infligées contre la population civile palestinienne : rien n'est trop répressif pour le président du CRIF. En plein pilonnage de la Bande de Gaza où plus de 1 400 Palestiniens ont perdu la vie en janvier 2009 (contre une dizaine d'Israéliens, essentiellement des soldats), plusieurs organisations juives en France ont rejoint les associations de la communauté arabe, celles de défense des droits humains, des syndicats et des partis politiques en manifestant dans plusieurs villes françaises pour dénoncer la répression israélienne. Il y avait notamment l'UJFP, Une Autre Voix Juive, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, l'IJAN (Réseau juif international antisioniste), les Israéliens contre l'Occupation (un groupe d'expatriés israéliens installés à Paris) ainsi que les militantes du collectif des Femmes en Noir, créé à l'appel des Femmes en Noir de Jérusalem. Et pendant ce temps, où était le CRIF ? Devant l'ambassade d'Israël à Paris, où il a organisé son propre rassemblement. Pas contre l'offensive « Plomb durci » qui a tant indigné nos concitoyens, mais pour soutenir les frappes israéliennes ! Et

pourtant, dans les pages de *Libération* le 16/03/10, M. Prasquier ose prétendre que le CRIF se situe dans le « camp de la paix durable » (sic). Chacun appréciera.

Elles sont tout à fait pertinentes, ces critiques du professeur Benbassa, des associations juives pacifistes, des organisations juives qui luttent avec la même énergie contre l'antisémitisme et l'islamophobie et plus généralement de bon nombre des 480 000 Juifs français qui ne sont pas membres du CRIF. Un Conseil qui représenterait réellement les intérêts de la population juive comme citoyens responsables dans une république laïque et respectueuse des droits, pourquoi pas ? Mais un Conseil qui se fait le porte-parole officieux d'Eric Besson, de Nicolas Sarkozy ou de Benyamin Nétanyahou, nous n'en avons pas besoin.

Richard WAGMAN, Président d'honneur de l'UJFP, le 17/03/10

Livres

Les Arabes et la Shoah

de Gilbert Achcar

« Le conflit israélo-arabe ne se réduit pas aux guerres menées sur les champs de bataille du Moyen-Orient. Il comprend aussi une autre dimension, une guerre à coup de récits opposés et de négation des récits des autres, tournant autour des deux traumatismes à l'origine du conflit : la Shoah, la destruction des Juifs d'Europe, et la Nakba, le déracinement des Arabes de Palestine.

S'appuyant sur une vaste documentation, Gilbert Achcar se livre à un examen approfondi des réactions arabes à l'antisémitisme et au nazisme, en soulignant leur grande diversité politique et idéologique. Avec un souci constant d'objectivité et de distance critique, il traite tant de l'époque de la montée du nazisme et de la Shoah que des périodes qui se sont succédé depuis la Nakba jusqu'à nos jours, brossant ainsi un tableau captivant de l'histoire arabe contemporaine.

S'il dénonce vigoureusement les attitudes antisémites ou négationnistes qui se sont manifestées au sein du mouvement national arabe, notamment palestinien, l'auteur réfute aussi, documents à l'appui, les interprétations caricaturales de la propagande pro-israélienne qui cherche à faire croire que les Arabes ont soutenu en bloc le nazisme et qu'ils sont antisémites par vocation religieuse.

Ce livre constitue une ardente plaidoirie pour une reconnaissance pleine et mutuelle de la Shoah et de la Nakba, condition indispensable, selon l'auteur qui suit en cela Edward Said, pour que s'établisse un dialogue sincère entre Arabes et Israéliens – en prélude à une paix véritable, plus urgente que jamais. »

(communiqué de presse des Editions *Actes sud*)

Les Arabes et la Shoah: la guerre arabo-israélienne des récits, de Gilbert Achcar, Actes Sud; 2009. 528 pages. 26 euros.

sur notre site, des liens concernant cette ouvrage: <http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=634>
<http://www.ujfp.org/modules/news/article.php?storyid=702>

UJFP 21, ter rue Voltaire, 75011 Paris 06 61 33 48 22
e-mail: contact@ujfp.org

Directeur de publication: A. Rosevègue
imprimerie spéciale